



Décision individuelle N°2019-341

Pétitionnaire : BIGATTI Max-François

Adresse : Barels – 06470 Guillaumes

Nature de la demande : Travaux en cœur de Parc -

Intitulé du projet : réfection d'un mur en pierres sèches (déconstruction et reconstruction avec les mêmes matériaux)

Localisation : hameau des Laves de Barels à Guillaumes

Le directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-26 et R.331-67,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 7 et 15,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte modifiée du Parc national du Mercantour, et la modalité 14 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de Parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement ;

Vu la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'établissement public du Parc national du Mercantour ;

Vu la décision n°2018-410 du 19 octobre 2018 autorisation Monsieur BIGATTI Max-François à effectuer des travaux de réfection d'un mur de soutènement en pierres sèches jusqu'au 30 novembre 2018 suite à sa demande déposée le 09 octobre 2018,

Vu l'avis émis par le conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 19 octobre 2018,

Considérant que la demande porte sur des travaux de réfection d'un mur de pierres sèches soutenant une propriété bâtie du hameau des Laves de Barels,

Considérant à ce titre que ces travaux relèvent d'une opération nécessaire à la conservation d'éléments du patrimoine historique ou culturel du Parc national,

Considérant que les travaux initiés en 2018 ne sont pas terminés et qu'il convient de prolonger l'autorisation initiale,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

Monsieur BIGATTI Max-François - les modalités sont :

Objectif : la restauration d'un mur de soutènement situé en limite de la parcelle n°383 section A de la commune de Guillaumes.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1. La reconstruction du mur sera intégralement réalisée selon la technique de la maçonnerie à pierres sèches et crues, à partir des matériaux constituant l'ancien muret. Aucun mortier à liant n'est autorisé.

2.2. Le prélèvement de pierres complémentaires n'est autorisé que dans le périmètre des parcelles bâties appartenant au bénéficiaire.

2.3. Le chantier et ses abords devront être maintenus en parfait état de propreté pendant toute la durée des travaux.

2.4. A l'issue des travaux, l'ensemble des éventuels déchets et résidus (canettes, mégots, papiers...) devra être intégralement collecté et évacué en-dehors du cœur du Parc national vers les installations de traitement autorisées.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée à compter de la date de signature de la présente jusqu'au 30 novembre 2019.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 19 juillet 2019

Le directeur-adjoint
du Parc national du Mercantour



Laurent SCHEYER

Copie :

- service territorial du Haut Var-Cians

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.